

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Investiture-en-Equateur-de-Rafael-Correa-qui-rejoint-l-Integration-Latinoamericaine>

Investiture en Equateur de Rafael Correa qui rejoint l'Intégration Latinoaméricaine.

- Les Cousins - Équateur -

Date de mise en ligne : mardi 16 janvier 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par El Correo *

Paris, Equateur. Le lundi 15 janvier 2007

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/jpg/doc-703.jpg>] Rafael Correa est devenu officiellement lundi à Quito le 13ème président d'Equateur depuis le retour de la démocratie en 1979 et a annoncé qu'il rejoignait le camp de l'Intégration de la Amérique Latine.

« Je jure de remplir le mandat que le peuple m'a donné », a déclaré, le bras levé, Rafael Correa, très ému devant le Congrès et un parterre de onze présidents.

Dans son premier discours à la Nation, cet économiste de 43 ans, formé en Europe et aux États-Unis, a réaffirmé son intention de mettre à profit son mandat de quatre ans pour orienter l'Equateur vers le socialisme.

Dimanche à Zumbahua (sud), en présence de M. Chavez et du président bolivien Evo Morales, tous trois revêtus de ponchos rayés aux couleurs vives, il avait proclamé « l'arrivée du socialisme du 21ème Siècle » .

Le nouveau président a immédiatement annoncé après sa prestation de serment qu'il renégocierait la dette extérieure de son pays. « Soyons solidaires, renégocions la dette, restructurons la dette et nous pourrons prendre soin de notre secteur social », a-t-il dit.

En novembre la dette extérieure de l'Equateur était de 10 milliards et 328 millions de dollars, soit 25,3% du Produit Intérieur Brut (PIB), selon les chiffres de la Banque Centrale d'Equateur.

Le chef de l'État a également indiqué qu'il organiserait un référendum afin de convoquer une Assemblée Constituante, lançant un défi au parlement équatorien de droite très hostile à sa politique.

Dans un de ses premiers actes de pouvoir il a ensuite signé un décret fixant le référendum au 18 Mars prochain, qui ne sera transmis au parlement que pour information et non pour autorisation, ce que l'opposition avait qualifié d'avance de mesure illégale.

Correa veut réformer la Constitution afin d'entériner ses réformes et mettre fin à l'instabilité politique. Le chef de l'État a ainsi annoncé « la révolution constitutionnelle avec un changement profond de la classe dirigeante ». « Les institutions politiques en Equateur se sont effondrées », a-t-il conclu.

La tâche qui attend Rafael Correa, président d'un pays dont les trois prédécesseurs élus au cours de la dernière décennie n'ont pu terminer leur mandat, risque d'être particulièrement ardue.

L'élection de cet anti-mauvaise politique extérieur des Etats Unis a encore renforcé l'axe de gauche en Amérique Latine où les États-Unis voient leur arrogante et à courte vue influence remise en question.

Invoquant le principe du « respect mutuel », il a annoncé une série de mesures pour freiner les États-Unis, pays qu'il a à plusieurs reprises qualifié « d'hégémonique ».

Faisant écho à son allié vénézuélien, M. Correa a averti qu'il rejetterait tout traité de libre échange (TLC) avec les

Investiture en Equateur de Rafael Correa qui rejoint l'Intégration Latinoaméricaine.

États-Unis. Il a aussi indiqué qu'il ne prolongerait pas en 2009 l'accord de 1999 permettant à Washington de bénéficier d'une base militaire sur le sol équatorien. La base de Manta et la tête-de-pont de l'intervention des Etats Unis dans la guerre civil colombienne en faveur du gouvernement d'extreme droite d'Alvaro Uribe, et contre la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC).

Les multinationales pétrolières qui opèrent en Equateur, 5ème producteur d'Amérique Latine, sont également préoccupées par sa décision de modifier les contrats afin de reviser leurs contrats trop avantageux que empechent le pays de profiter de ses propres ressources nationales.

Tous les principaux représentants du socialisme en Amérique du Sud, dont le président Chavez, ses homologues bolivien Evo Morales, la chilienne Michelle Bachelet, le brésilien Luiz Inacio Lula da Silva, et le nicaraguayen Daniel Ortega étaient présents lors de la cérémonie d'investiture.

À signaler également la venue du président iranien Mahmoud Ahmadinejad dans le contexte de sa tournée dans la région. M. Ahmadinejad tente de rallier des soutiens auprès des dirigeants latinoaméricains proches de Chavez, principal appui au droit au programme nucléaire civil de l'Iran.

* D'après les informations de l'Agence AFP de Quito, Equateur.